

PA

4592

**Médiathèque VS Mediathek**



1010807825

\*PA 4592

# RÉSOLUTIONS

## DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE,

*du 2 décembre 1847.*

---

LES CITOYENS DU CANTON DU VALAIS

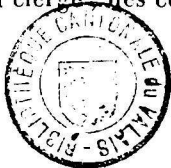
Réunis en assemblée générale à Sion, le 2 décembre 1847,

Considérant que le gouvernement du pays est dissous de fait,

Qu'il y a urgence à pourvoir au maintien de l'ordre, à la sécurité des personnes et des propriétés, et à ce qu'exigent les circonstances;

ARRÊTENT CE QUI SUIT :

1. Le Grand-Conseil et le Conseil d'Etat sont déclarés dissous.
2. Les immunités ecclésiastiques sont abolies.
3. Il y a incompatibilité absolue entre les fonctions ecclésiastiques et les fonctions civiles.
4. Les biens du clergé, des couvents et des corpo-



rations religieuses sont placés sous la haute surveillance de l'Etat, et, au besoin, régis par lui.

5. La collature des bénéfices paroissiaux dont jouissent l'abbaye de St-Maurice et le couvent du Grand-St-Bernard, leur est retirée.

6. Le gouvernement ordonnera une enquête sur la part qu'ont prise aux derniers événemens politiques les couvents et les corporations religieuses.

Le Grand Conseil pourra ordonner la suppression des couvents et des corporations dont l'existence serait jugée incompatible avec la tranquillité publique.

7. Les frais de guerre des événemens politiques, à partir de 1844, et la réparation des dommages qui s'en sont suivis, sont, autant que possible, mis à la charge des couvents, des corporations religieuses, et des individus tant ecclésiastiques que laïques qui les auraient occasionnés.

8. Les lois, décrets, jugemens et procédures politiques, postérieurs au 1<sup>er</sup> mai 1844, et leurs conséquences, sont mis à néant.

9. L'instruction publique est placée sous la surveillance de l'Etat, sans préjudice des attributions du clergé, quant à l'enseignement religieux.

10. Il sera procédé, dans le courant mois de décembre, à l'élection d'un Grand Conseil constituant. La durée de cette législation est fixée à cinq ans. Cette



disposition ne préjuge pas la durée des législatures suivantes.

11. Les députés au Grand Conseil seront nommés directement par les assemblées électorales, dans la proportion fixée par la constitution du 3 août 1839.

12. Le gouvernement provisoire fixera la circonscription des assemblées électorales par cercle ou par dixain.

13. Le Grand Conseil procèdera immédiatement à la nomination des membres du pouvoir exécutif.

14. Le gouvernement provisoire est composé de :

MM. *Maurice Barman*, de Saillon, président ;  
*Ant. de Riedmatten*, de Sion, vice-présid ;  
*Hypolite Pignat*, de Vouvry ;  
*Fr.-Gaspard Zen-Ruffinen*, de Loèche ;  
*Maurice-Eugène Filliez*, de Bagnes ;  
*Casimir Dufour*, de Monthey ;  
*Alexandre de Torrenté*, de Sion.

Sont nommés suppléans :

MM. *François-Jos. Rey*, de Lens ;  
*Maurice Claivaz*, D. M, à Martigny-ville ;  
*Jean-Baptiste Briguet*, de Lens.

Les citoyens désignés ci-dessus sont rendus responsables des conséquences qui pourraient résulter de leur non-acceptation.

15. Le gouvernement provisoire exercera le pou-

voir exécutif et administratif; il pourra en outre prendre les dispositions législatives que nécessiterait l'urgence des circonstances.

Ces dispositions seront présentées à la sanction du Grand Conseil constituant, dès son entrée en fonctions.

16. L'ordre des Jésuites est supprimé dans le canton du Valais, en conformité de l'arrêté de la Diète fédérale, du 3 septembre 1847.

17. L'assemblée recommande au prochain Grand Conseil d'accorder la naturalisation gratuite aux habitants du Valais qui ont pris les armes pour la défense de la cause libérale.

*Le président de l'assemblée populaire :*

M. BARMAN.

*Les secrétaires :*

PIGNAT. — DE BONS.



## ARRÊTÉ ;

du 4 décembre 1847,

remplaçant les Présidens de dixain par des Représentans du Gouvernement.

---

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS,

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés ,

### ARRÊTE :

ART. 1<sup>er</sup>. Il sera établi, dans chaque dixain, un Représentant du Gouvernement, dont les fonctions sont provisoirement les mêmes que celles des présidens de dixain.

ART. 2. Sont nommés :

Pour Conches :	M. Clément Wellig, de Fiesch ;
» Brigue :	M. Théodore de Stockalper, de Brigue ;
» Viège :	M. Ad. Burguener, de Viège ;
» Rarogne :	M. Ed. Roten, de Rarogne ;
» Loèche :	M. Fr. Jullier, de Varone ;
» Sierre :	M. J <sup>n</sup> .-Bapt. Briguet, de Lens ;
» Sion :	M. Pe.-Louis de Riedmatten, de Sion ;

- Pour *Hérens* : M. Jos. Zermatten , à Sion ;  
» *Conthey* : M. Jos.-M. Udry , de Vétroz ;  
» *Martigny* : M. Maurice-Antoine Cretton , de  
Martigny-Bourg ;  
» *Entremont* : M. D. Ribordy , de Sembrancher ;  
» *St-Maurice* : M. Ant.-Jos. Amacker , de St-  
Maurice ;  
» *Monthey* : M. Pierre Torrent , de Monthey.

Fait à Sion , à l'hôtel du gouvernement , le 4 décembre 1848.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

M. BARMAN.

*Le Secrétaire :*

DE BONS.

---

## AVIS OFFICIEL ,

du 7 décembre 1847 ,

annonçant la reconnaissance du Gouvernement  
provisoire par les Représentans de la  
Confédération.

---

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS

Porte à la connaissance du public que les Représentans de la Confédération , après s'être enquis des

faits qui se sont accomplis dans le canton du Valais depuis le 1<sup>er</sup> décembre courant, et notamment des opérations de l'assemblée populaire, réunie à Sion, le 2 de ce mois ;

Eu égard à la circonstance que le ci-devant Conseil d'Etat a abandonné ses fonctions,

ONT RECONNU ET RECONNAISSENT

*Le Gouvernement provisoire, nommé par l'assemblée populaire, comme la seule autorité légitime supérieure, actuellement constituée dans le canton du Valais.*

Tous les citoyens et habitants du Valais sont en conséquence requis de prêter leur concours au Gouvernement établi, pour la prompte reconstitution du Canton et pour l'affermissement de la confiance et de l'ordre public.

Sûr de l'adhésion de la très-grande majorité du peuple qui, dans ces temps d'épreuve, a donné un éclatant témoignage de patriotisme, le Gouvernement provisoire espère accomplir sa mission, sans avoir à réprimer aucune tentative de résistance à son autorité.

Chacun comprendra, sans qu'il soit besoin de le lui rappeler, qu'une transition de l'état de guerre à l'état de paix ne s'opère pas sans sacrifices.

Donné à Sion , le 7 décembre 1847, pour être publié et affiché dans toutes les communes.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

**M. BARMAN.**

*Le Secrétaire adjoint :*

**D<sup>r</sup>. B. BONVIN.**

---

## DÉCRET,

du 9 décembre 1847,

fixant les contributions à payer par diverses corporations , etc.

---

### LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS

Ayant à pourvoir, en ce qui concerne le Canton , au paiement des frais de guerre que , par son arrêté du 2 décembre courant , la Diète fédérale met à la charge des Etats de Lucerne , Uri , Schwytz , Unterwalden , Zug , Fribourg et Valais ;

Vu l'art. 3 du dit arrêté , portant que les sept Cantons ont à payer , d'ici au 20 décembre courant , un à

compte de *un million* de francs ; et l'art. 5, où il est dit que l'occupation militaire durera jusqu'à ce que le paiement des frais de guerre soit effectué ;

Vu l'art. 7 des résolutions de l'assemblée populaire, tenue à Sion le 2 courant, qui porte : Les frais de guerre et des événemens politiques sont , autant que possible , mis à la charge des couvents , des corporations religieuses et des individus , tant ecclésiastiques que laïques , qui les auraient occasionnés ;

Après avoir constaté que la caisse d'Etat est à peu près vide, et qu'il y a impossibilité de faire face aux charges publiques par les moyens ordinaires ;

ARRÊTE :

ART. 1<sup>er</sup>. Une contribution de 200,000 francs sera payée pour le 17 du courant , par les instigateurs de la résistance du Canton aux arrêtés de la Diète fédérale , des 20 juillet et 11 août dernier.

ART. 2. Cette contribution est répartie comme suit :

La Maison du Grand-St-Bernard,	
Mont-Joux, . . . . .	L. 80,000
• L'Abbaye de St-Maurice d'Agaune	» 50,000
Les conseillers d'Etat, les membres du Grand Conseil et les magistrats ou fonctionnaires publics qui ont excité à la révolte envers la Confédération . . .	» 20,000

Le R <sup>me</sup> . Evêque de Sion . . . »	20,000
Le V. Chapitre de Sion. . . »	20,000
Le chanoine André de Rivaz . . »	10,000

ART. 3. Tous ceux qui sont déclarés comptables des frais de guerre, sont tenus solidairement entre eux envers l'Etat.

ART. 4. A défaut de paiement pour le 17 courant, les frais d'occupation militaire du Canton sont mis à la charge des retardataires, contre lesquels il pourra d'ailleurs être prise telle mesure que commanderont les circonstances.

ART. 5. Le présent décret ne préjuge pas la répartition générale des frais de guerre.

Donné à Sion, le 9 décembre 1847, pour être publié et affiché.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

M. BARMAN.

*Le Secrétaire-adjoint :*

D<sup>r</sup>. B. BONVIN.





## ARRÊTÉ,

du 9 décembre 1847,

qui supprime l'Ordre des Jésuites en Valais.

---

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS,

Vu l'article 16 des Résolutions de l'assemblée des citoyens du Canton, tenue à Sion le 2 décembre courant ;

En exécution de l'arrêté de la Diète fédérale, portant invitation aux Etats confédérés d'expulser l'ordre des Jésuites et leurs affiliés, comme incompatible avec le maintien de la tranquillité publique ;

### ARRÊTE :

1<sup>o</sup> L'ordre des Jésuites est supprimé.

Il est enjoint aux Jésuites et aux affiliés à leur ordre d'évacuer immédiatement le Canton.

2<sup>o</sup> Les avoirs qu'ils possèdent en Valais sont réunis au domaine de l'Etat.

3<sup>o</sup> Le Département de justice et police et celui de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Donné à Sion , le 9 décembre 1847 , pour être publié et affiché.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

M. BARMAN.

*Le Secrétaire-adjoint :*

D<sup>r</sup>. B. BONVIN.

---

**ARRÊTÉ ,**

*Ju . 10 décembre 1847 ,*

**réglant les formes à suivre pour l'élection des  
membres du Grand-Conseil constituant.**

---

**LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS**

**Devant faire procéder à l'élection du Grand Conseil  
constituant , dans le mois de décembre courant ,**

**ARRÊTE :**

**ART. 1.** Les citoyens valaisans sont convoqués en assemblées électorales, pour le jeudi 16 courant, à 10 heures du matin , à l'effet d'élire un Grand Conseil constituant , à raison d'un député sur mille âmes de population.

La fraction de 501 et au-dessus compte pour mille.

ART. 2. Eu égard à leur position topographique, les dixains d'Hérens et de Rarogne seront partagés en deux cercles ; chacun des autres dixains ne formera qu'une assemblée électorale.

ART. 3. Les lieux de réunion, le nombre des députés et des suppléants à nommer dans chaque assemblée sont fixés comme suit :

<i>Dixains.</i>	<i>Lieux de réunion.</i>	NOMBRE DE	
		<i>Députés.</i>	<i>Suppléants.</i>
Conches	Münster	5	2
Brigue	Brigue	5	2
Viège	Stalden	6	3
Rarogne-Orien.	Mörel	2	1
» Occid.	Rarogne	3	1
Loèche	Loèche	5	2
Sierre	Sierre	7	3
Hérens — les communes d'Evolène, St-Martin, Mase, Vernamièse et Nax	St-Martin	3	1
Les communes de Vex, Agettes, Herminence, Ayent	Vex	3	2
Sion	Sion	6	3
Conthey	Vétroz	6	3
Martigny	Martigny	9	4
Entremont	Sembracher	10	5
St-Maurice	St-Maurice	6	3
Monthey	Monthey	9	4

ART. 4. Le Représentant du Gouvernement ou son substitut fixe le local de la réunion , il ouvre la séance de l'assemblée.

Il propose ensuite le personnel du bureau , qui sera composé d'un président, de deux secrétaires et de deux scrutateurs.

ART. 5. Les membres du bureau , les députés et les suppléans sont nommés un à un ; l'assemblée y procède par main levée , à la majorité absolue.

Dans le doute , la majorité se vérifie par la contre-épreuve.

ART. 6. Le bureau dresse une liste des citoyens à élire , sur les propositions individuelles , appuyées de vive voix par l'assemblée. La liste dressée , il en est fait lecture à l'assemblée.

ART. 7. Ces citoyens seront proposés à l'élection dans l'ordre de leur inscription sur la liste.

ART. 8. Si la première liste est épuisée , avant que tous les députés fussent élus , il est formé une seconde liste, et, au besoin , une troisième, comme il est dit à l'art. 6.

ART. 9. Ces députés étant nommés , il est procédé de la même manière à l'élection des suppléans.

ART. 10. Il est dressé, séance tenante, procès-verbal des opérations , sous les signatures du Représentant du Gouvernement et des membres du bureau. Le pro-

cès-verbal est transmis, dans les 48 heures, au Gouvernement provisoire.

ART. 11. Il y a incompatibilité absolue entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques.

ART. 12. Sont exclus des assemblées électorales tous ceux qui n'ont pas le droit de voter dans les assemblées primaires de commune.

ART. 13. Le Grand Conseil constituant est nommé pour cinq ans.

Il se réunira à l'Hôtel-de-Ville, à Sion, sur la convocation du Gouvernement, avant le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Donné à Sion, le 10 décembre 1847, pour être publié et affiché dans toutes les communes du Canton.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

M. BARMAN.

*Le Secrétaire-adjoint :*

D<sup>r</sup>. B. BONVIN.



## ARRÊTÉ,

du 13 décembre 1847,

relatif à l'abolition des immunités ecclésiastiques.

---

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS,

ARRÊTE :

L'article 2 des Résolutions de l'assemblée populaire, tenue à Sion, le 2 décembre courant, portant : *les immunités ecclésiastiques sont abolies*, est déclaré exécutoire dès la publication du présent.

Donné à Sion, le 13 décembre 1847, pour être publié et affiché.

Le Président du Gouvernement provisoire  
absent,

*Le Vice-Président,*

C. DUFOUR.

*Le Secrétaire-adjoint:*

D<sup>r</sup>. B. BONVIN.

---

## ARRÊTÉ,

*du 21 décembre 1847,*

annulant les actes du Tribunal central, etc.

---

**LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS,**

Voulant procurer, autant qu'il est en son pouvoir, la rentrée des deniers de l'Etat, qui, dans ces derniers temps, ont été détournés du bien public, leur vraie destination ;

Considérant que la création primitive du tribunal central constitue un attentat à la constitution du 3 août 1839 (art. 5 et 42) ;

Considérant que les actes du tribunal central, sur des faits antérieurs à la constitution du 14 septembre 1844, sont une violation de l'art. 5 de cette même constitution et présentent d'ailleurs un caractère de rétroactivité contraire à toutes les règles du droit ;

Considérant que, dans la marche qu'il a suivie, le tribunal central s'est montré aussi prodigue des deniers publics que peu soucieux des droits du citoyen, et du repos des familles ;

Qu'il a méconnu, à la fois, les formes tutélaires de la justice et les principes du droit commun,

**ARRÊTE :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Les actes du tribunal central sont déclarés nuls et de nul effet.

**ART. 2.** Les citoyens qui ont rempli des fonctions judiciaires comme membres, comme suppléans de ce tribunal, ou comme agens de la partie publique sont tenus de rembourser à la caisse de l'Etat les valeurs qu'ils en auraient reçues à titre de vacations, émolumens ou indemnités, sauf recours contre qui de droit.

**ART. 3.** La présente décision ne préjuge pas la question de la réparation des dommages occasionnés par les actes du tribunal central.

**ART. 4.** Le département des finances est chargé de pourvoir à l'exécution de l'article 2 du présent décret.

Donné à Sion, le 21 décembre 1847, pour être publié et affiché dans toutes les communes.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

**M. BARMAN.**

*Le Secrétaire :*

**DE BONS.**





## ARRÊTÉ,

du 24 décembre 1847,

relatif à une nouvelle contribution de guerre.

---

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS,

Ayant à pourvoir, en ce qui concerne le Canton, au paiement des frais de guerre que, par son arrêté du 2 décembre courant, la Diète met à la charge des Etats de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald, Zug, Fribourg et Valais;

Vu l'art. 7 des Résolutions de l'assemblée populaire, tenue à Sion, le 2 courant, qui porte : *Les frais de guerre et des événemens politiques sont, autant que possible, mis à la charge des couvents, des corporations religieuses et des individus, tant ecclésiastiques que laïques, qui les auraient occasionnés*;

Après avoir constaté que la caisse de l'Etat est à peu près vide et qu'il y a impossibilité de faire face aux charges publiques par les moyens ordinaires;

ARRÊTE :

ART. 1<sup>er</sup>. Une contribution de 50,000 francs sera payée, pour le 15 janvier prochain, par les membres du vénérable clergé séculier du diocèse de Sion dont la conduite a contribué à la résistance aux arrêtés de la Diète fédérale, des 20 juillet et 11 août derniers.

**ART. 2.** Les articles 3, 4 et 5 du décret du 9 décembre courant, sur le paiement des frais de guerre, sont applicables au présent.

Donné à Sion, le 24 décembre 1847, pour être publié et affiché.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

**M. BARMAN.**

*Le Secrétaire :*

**DE BONS.**

---

## **ARRÊTÉ ,**

du 5 janvier 1848 ,

déterminant les conséquences du renvoi de l'ordre des  
Jésuites.

---

**LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS ,**

Vu l'arrêté du 9 décembre 1847, sur l'expulsion de  
l'ordre des Jésuites ,

**ARRÊTE :**

**ART. 1<sup>er</sup>.** Quiconque serait dépositaire d'objets appartenant aux Jésuites , est sommé de les consigner au département de l'intérieur, dans le terme de trois jours,

dès la publication du présent, sous peine d'être poursuivi comme receleur.

ART. 2. Les débiteurs des Jésuites, à titre quelconque, sont invités, sous les peines prévues par nos lois, de consigner leur dû au même département, dans le laps de huit jours; il leur est de plus fait défense de se libérer de leur dette, sans une autorisation spéciale du Gouvernement.

Donné à Sion, le 5 janvier 1838, pour être publié et affiché.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

M. BARMAN.

*Le Secrétaire :*

DE BONS.

---

## DÉCRET,

*du 11 janvier 1848,*

portant réunion, au domaine national, des biens du haut clergé, etc.

---

LE GRAND-CONSEIL CONSTITUANT DU CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du Gouvernement provisoire,

DÉCRÈTE EN PRINCIPE :

La réunion au domaine de l'Etat des biens meubles

et immeubles dont jouissent le R<sup>me</sup> Evêque de Sion , le V. Chapitre de Sion et les Recteurs de la cathédrale, le séminaire et les couvents et corporations religieuses existant dans le Canton, à charge, par l'Etat, de rétribuer convenablement les membres du Clergé ci-dessus désignés, de supporter les charges du culte qui pèsent actuellement sur eux et de pourvoir à l'hospitalité au St-Bernard et au Simplon.

L'excédant de ces biens sera appliqué à l'amortissement de la dette publique.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 11 janvier 1848.

*Le Président du Grand-Conseil :*

**P. TORRENT.**

*Les Secrétaires :*

**L. RIBORDY. — A. ALLET.**



# CONSTITUTION

DU

## CANTON DU VALAIS,

du 10 janvier 1848.

---

*Au nom du Tout-Puissant.*

---

### TITRE PREMIER.

*Principes, dispositions générales.*

ART. 1<sup>er</sup>. Le Valais forme un Etat souverain, incorporé comme Canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans la totalité des citoyens valaisans.

La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative.

ART. 2. La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat : la loi lui assure son appui.

**ART. 3.** Tous les Valaisans sont égaux devant la loi.

Il n'y a, en Valais, aucun privilège.

**ART. 4.** La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi ou arrêté que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

**ART. 5.** Chacun a le droit d'adresser des pétitions au Grand Conseil et aux autres autorités constituées.

**ART. 6.** La presse est libre.

La loi en réprime les abus.

Ses dispositions ne peuvent pas être préventives.

**ART. 7.** Le droit de libre établissement est garanti à tous les citoyens du Canton.

La liberté du commerce, de l'industrie et des arts est garantie à tous les Valaisans.

La loi règle l'exercice de ces droits.

**ART. 8.** L'instruction publique est obligatoire : elle est placée sous la surveillance de l'Etat, sans préjudice des attributions du clergé, quant à l'instruction religieuse.

**ART. 9.** Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

**ART. 10.** Le domicile est inviolable. Aucune vi-

site domiciliaire ne peut avoir lieu, si ce n'est dans les cas prévus par la loi, et dans les formes qu'elle détermine.

ART. 11. La propriété est inviolable. Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, ou dans les cas prévus par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

ART. 12. Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle et irrachetable.

ART. 13. Tout Valaisan est appelé à la défense de la patrie. La loi règle le service militaire et en répartit les charges entre tous, d'une manière équitable.

ART. 14. La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

## TITRE II.

### *Division du Canton.*

ART. 15. Le Canton est divisé en dixains soit districts. Ces districts sont composés de communes.

Un décret du Grand Conseil fixe le nombre et la circonscription des districts et des communes, et en désigne le chef-lieu.

ART. 16. Sion est le chef-lieu du Canton. Le Grand Conseil, le Conseil d'Etat et le tribunal d'appel du Canton y tiennent leurs séances.

Ces corps peuvent toutefois siéger ailleurs, si des circonstances graves l'exigent.

### TITRE III.

#### *Etat politique des citoyens.*

ART. 17. Sont citoyens valaisans :

- 1<sup>o</sup> les bourgeois ou communiens d'une commune du Canton;
- 2<sup>o</sup> les naturalisés valaisans ;
- 3<sup>o</sup> ceux à qui la naturalisation est conférée par la loi.

ART. 18. Nul ne peut être reçu bourgeois ou communier avant d'avoir été naturalisé valaisan.

ART. 19. Les habitans perpétuels sont valaisans.  
Un décret leur facilitera la naturalisation.

### TITRE IV.

#### *Pouvoirs publics.*

ART. 20. Les pouvoirs publics sont :

- le pouvoir législatif ;
- le pouvoir exécutif et administratif ;
- le pouvoir judiciaire.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Pouvoir législatif.*

ART. 21. Le pouvoir législatif est exercé par un Grand Conseil.



Chaque district y envoie un député sur mille âmes de population ; la fraction de cinq cent et un et au-dessus compte pour l'entier.

ART. 22. Hors le cas du flagrant délit , les membres du Grand Conseil ne peuvent être arrêtés ni poursuivis pendant les sessions , sans la permission de ce corps.

ART. 23. Les députés doivent voter pour le bien général , d'après leur conviction. Ils ne peuvent être liés par des instructions.

ART. 24. Les délibérations du Grand Conseil se prennent à la majorité absolue.

Il ne peut délibérer qu'autant que les députés présents forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

ART. 25. Le Grand Conseil s'assemble de plein droit , en session ordinaire , le troisième lundi de mai , et le troisième lundi de novembre.

Il se réunit en session extraordinaire , lorsqu'il est convoqué par le Conseil d'Etat.

ART. 26. Chaque session ordinaire est de quinze jours au plus ; elle pourra toutefois être continuée dans les cas d'une gravité et d'un intérêt majeurs. Le Grand Conseil en délibère.

ART. 27. Les séances du Grand Conseil sont publiques.

Il se forme en comité secret lorsque les circonstances l'exigent.

**ART. 28.** Le Grand Conseil nomme dans son sein, à la première session ordinaire de chaque année, son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.

**ART. 29.** Le Grand Conseil nomme, dans son sein ou en dehors, les membres du Conseil d'Etat et du tribunal d'appel du Canton. Il choisit parmi eux le président et le vice-président de chacun de ces corps.

**ART. 30.** La députation à la Diète se compose de deux députés.

Le Grand Conseil les nomme à chaque session de mai et se fait rendre compte de leur mission.

**ART. 31.** Le Grand Conseil a les attributions suivantes :

1. Il vérifie les pouvoirs de ses membres et prononce sur la validité de leur élection ;
2. Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret ;
3. Il accorde la naturalisation ;
4. Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce et de commutation de peine ;
5. Il examine la gestion du Conseil d'Etat ;

6. Il fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat ;

Le budget et les comptes sont rendus publics ;

7. Il fixe le traitement des fonctionnaires publics, et la somme nécessaire pour les employés du Conseil d'Etat ;

8. Il a le droit de battre monnaie et de tarifer les espèces ;

9. Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat ;

10. Il fait les concessions de mines et en autorise le transfert ;

11. Il émet le vote de l'Etat dans les affaires fédérales, et donne les instructions aux députés à la Diète ;

12. Il conclut les traités avec les Cantons et avec les Etats étrangers sur les objets qui ne sont pas du ressort de la Diète fédérale ;

13. Il pourvoit aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la nomination appartient à l'Etat ;

14. Il nomme les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine ;

15. Il exerce la souveraineté en tout ce que la constitution n'attribue pas expressément à une autre autorité.

**ART. 32.** Le Grand Conseil peut inviter le Conseil

d'Etat à lui présenter un projet de loi ou de décret. Le Conseil d'Etat est tenu de présenter le projet demandé dans l'une des deux premières sessions ordinaires qui sera désignée par le Grand Conseil.

Si le Grand Conseil déclare l'urgence d'un projet de décret, le Conseil d'Etat doit le présenter dans la même session.

ART. 33. Les projets de loi et de décret sont soumis à un premier et à un second débat.

Chaque débat a lieu dans une session ordinaire. Si l'urgence d'un décret est déclarée, le second débat est ouvert dans la même session.

## CHAPITRE II.

### *Pouvoir exécutif et administratif.*

ART. 34. Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat, composé de sept membres.

Deux d'entre eux sont choisis dans la partie du Canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche; deux dans celle des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey, et trois dans celle des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

ART. 35. Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:

1. Il présente les projets de loi ou de décret et pro-

pose les instructions pour les députés à la Diète fédérale;

2. Il est chargé de la promulgation et de l'exécution des lois et décrets, et prend, à cet effet, les arrêtés nécessaires;
3. Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public;
4. Il dispose de la force armée pour le maintien de l'ordre public, et en cas de danger extérieur; mais il doit immédiatement informer les membres du Grand Conseil des mesures qu'il aura prises, et si les circonstances l'exigent, il convoquera le corps législatif;
5. Il entretient la correspondance avec les autorités fédérales, avec les Cantons et avec les Etats étrangers;
6. Il convoque le Grand Conseil en session extraordinaire, quand il le juge nécessaire, ou sur la demande, écrite et motivée, de vingt députés;
7. Il nomme les fonctionnaires, les employés et les agents, dont la constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité, et il peut les révoquer par décision motivée;
8. Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration;
9. Il peut suspendre les autorités administratives qui refuseraient d'exécuter ses ordres. Il doit

toutefois en référer au Grand Conseil à sa prochaine session.

ART. 36. Le gouvernement a dans chaque district , pour l'exécution des lois et arrêtés , un représentant de son choix , sous le nom de préfet.

Il a un substitut.

Les autres attributions des préfets sont réglées par une loi.

ART. 37. Le Conseil d'Etat rend annuellement compte de sa gestion.

Il peut requérir de toutes les autorités les renseignemens dont il a besoin pour son rapport.

ART. 38. Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion. La loi règle tout ce qui a rapport à cette responsabilité.

ART. 39. Les conseillers d'Etat ne peuvent siéger comme membres du Grand Conseil. Ils prennent part à ses discussions , mais ils n'y ont pas voix délibérative.

ART. 40. Il y a un tribunal au contentieux de l'administration. La loi en règle l'organisation et les attributions.

ART. 41. Pour l'expédition des affaires, le Conseil d'Etat se divise en départemens.

Un règlement en fixe le nombre et en précise les attributions.

CHAPITRE III.

*Pouvoir judiciaire.*

ART. 42. Le pouvoir judiciaire est indépendant.

ART. 43. Il y a dans chaque commune un juge et un juge substitut ;

Dans chaque district un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel ;

Toutefois le district de Rarogne peut en avoir deux, l'un pour la partie orientale, l'autre pour la partie occidentale.

Et pour le Canton un tribunal d'appel du Canton.

ART. 44. En attendant que la loi y ait autrement pourvu, le pouvoir exécutif nomme les membres et les suppléans des tribunaux de district.

Ils ne sont pas révocables.

ART. 45. Les présidens et vice-présidens des tribunaux de district sont choisis entre eux par les membres et les suppléans de ces tribunaux.

ART. 46. Le tribunal d'appel du Canton est composé de onze membres : il a cinq suppléans.

Deux de ses membres sont choisis dans la partie du Canton qui comprend les districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche; deux dans celle des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey, et

trois dans celle des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

Le choix des quatre autres et des cinq suppléans est libre.

ART. 47. La loi pourra changer ou modifier l'institution des tribunaux dont l'organisation et la compétence sont, en attendant, maintenues.

Ces dispositions n'excluent pas l'établissement du jury en matière criminelle et de presse.

## TITRE V.

### *Régime communal.*

ART. 48. Il y a dans chaque commune :

1. Une assemblée primaire ;
2. Un conseil municipal ;
3. Une assemblée communale.

Sur la demande de l'assemblée communale, il peut y avoir un conseil communal.

ART. 49. L'assemblée primaire se compose :

1. Des bourgeois ou communiers ;
2. Des citoyens valaisans, domiciliés dans la commune depuis deux ans.

ART. 50. Elle nomme un conseil municipal, son président, son vice-président, le juge de la commune et son substitut.



**ART. 51.** Elle délibère sur les réglemens de police locale et prend annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil municipal.

**ART. 52.** Le conseil municipal se compose de trois membres au moins et de quinze au plus. Toutefois les communes qui comptent deux mille âmes de population peuvent en porter le nombre à vingt et un.

Ce conseil fait les réglemens de police locale et en procure l'exécution, sans préjudice à la surveillance du Conseil d'Etat; il nomme ses employés, fixe le budget des recettes et dépenses et répartit les charges publiques.

**ART. 53.** L'assemblée communale se compose exclusivement des bourgeois ou communiens.

Elle nomme ses conseillers dont elle fixe le nombre.

Elle délibère sur l'aliénation ou l'hypothèque des biens communaux, sur la réception des bourgeois ou communiens, sur les procès où la commune est appelante et sur le règlement concernant la jouissance des biens communs. Elle prend annuellement connaissance des comptes et de la gestion du conseil communal.

**ART. 54.** Le conseil communal administre les biens et les intérêts communs, propose à l'assemblée communale le règlement sur la jouissance des communaux et lui rend compte de sa gestion.

**ART. 55.** Dans les localités où il n'y a pas de conseil communal, le conseil municipal en remplit les fonctions.

Dans les communes qui comptent cinq cents votants et où la population n'est pas agglomérée, les assemblées primaires et communales peuvent voter par sections et dans les communes qui comptent huit cents votants et plus, chaque section nommera ses conseillers sans le concours des autres sections.

ART. 56. L'organisation et les autres attributions de ces divers conseils sont déterminées par la loi.

ART. 57. Le Conseil d'Etat doit intervenir dans l'administration des communes toutes les fois qu'il y a réclamation de la part d'un ou de plusieurs intéressés.

ART. 58. Les domestiques ne sont admis à voter dans les communes qu'ils habitent qu'autant qu'ils y supportent les charges publiques.

ART. 59. Le règlement des comptes et intérêts d'un district s'opère par un conseil de district auquel le conseil municipal nomme, dans son sein ou en dehors, des délégués, à raison d'un sur trois cents âmes de population. La fraction de cent cinquante et un compte pour l'entier.

Chaque commune a un délégué, quelle que soit sa population.

Le conseil de district est présidé, avec voix consultative, par le préfet ou son substitut.

## TITRE IV.

### *Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.*

**ART. 60.** Les députés au Grand-Conseil sont nommés directement par les assemblées électorales dans chaque district.

La loi organise les assemblées électorales par district ou par cercle, en ayant égard aux convenances topographiques des localités.

**ART. 61.** La durée des fonctions publiques est fixée comme suit :

Le Grand-Conseil, le Conseil d'Etat, le tribunal d'appel et les tribunaux de district sont élus pour cinq ans.

Les présidens et vice-présidens du Conseil d'Etat et du tribunal d'appel sont soumis à réélection tous les ans.

Le président du Conseil d'Etat n'est pas immédiatement rééligible.

Les conseils municipaux et communaux et les juges de commune sont soumis à la réélection tous les deux ans.

**ART. 62.** Ne peuvent voter, ni être élus :

1. Ceux qui sont habituellement à la charge du public, ou des établissemens de bienfaisance ;
2. Ceux dont l'insolvabilité est constatée par ju-

gement ou par acte de carence, à moins que cet état d'insolvabilité n'ait cessé ou ne provienne de force majeure ou de dettes héréditaires ;

3. Les interdits , les aliénés et ceux dont l'état d'imbécillité est notoire ;

4. Ceux qui sont sous le poids d'un jugement portant infamie, ou qui ont été condamnés pour vol ou pour crime de faux ;

5. Ceux qui , ayant le moyen d'acquitter la part virile des dettes de leurs ascendants, en auraient répudié la succession.

La loi peut déterminer d'autres motifs d'exclusion à titre de peine.

ART. 63. Le fonctionnaire qui tombe dans un des cas prévus à l'article 62 , est par le fait déchu de ses fonctions.

ART. 64. Le service étranger, civil ou militaire, est incompatible avec les fonctions publiques et l'exercice des droits politiques.

ART. 65. Nul ne peut voter dans deux communes.

ART. 66. Le citoyen valaisan ne peut exercer ses droits politiques avant l'âge de vingt ans révolus.

ART. 67. Pour être éligible aux fonctions publiques, il faut être majeur et habile à voter dans les assemblées primaires.

ART. 68. Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat ou dans un tribunal :

1. Père et fils ;
2. Beau-père et gendre ou beau-fils ;
3. Frères et frères consanguins ou utérins ;
4. Beaux-frères ;
5. Oncle et neveu.

ART. 69. Les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec les fonctions civiles et l'exercice des droits politiques.

ART. 70. L'exercice des droits politiques est accordé, par réciprocité, aux citoyens des cantons confédérés qui accordent ce droit aux Valaisans.

## TITRE VII.

### *Dispositions additionnelles et mode de révision.*

ART. 71. Le pouvoir exécutif pourvoit à la promulgation des lois et décrets et fixe le jour de leur mise à exécution.

Il ne peut y avoir plus de trente jours d'intervalle entre le jour de la clôture de la session où la loi a été votée et celui de la mise à exécution, à moins que le Grand-Conseil en ait décidé autrement.

ART. 72. Les lois, décrets et arrêtés actuellement existans, portés dès le 1<sup>er</sup> mai 1844, jusqu'au 30 novembre 1847, concernant la politique, sont abolis.

Les autres lois , décrets , arrêtés et réglemens , non contraires à la présente Constitution , demeurent en vigueur , jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

ART. 73. Toute demande en révision de la Constitution , faite par le Grand-Conseil ou par six mille citoyens , dans la forme déterminée par la loi , sera soumise à la décision des assemblées électorales de cercles ou de districts.

Dans le cas d'affirmative , ces assemblées devront en même temps décider si la révision doit être faite par le Grand-Conseil ou par une constiuante.

Donné en Grand-Conseil constituant , à Sion , le 10 janvier 1848.

*Le Président du Grand-Conseil :*

**P. TORRENT.**

*Les Secrétaires :*

**L. RIBORDY. — A. ALLET.**



# DÉCRET ,

*du 11 janvier 1848 ,*

*réglant le mode de votation de la Constitution.*

---

LE GRAND-CONSEIL CONSTITUANT DU CANTON DU VALAIS ,

Sur la proposition du gouvernement provisoire ,

DÉCRÈTE :

ART. 1<sup>er</sup>. La Constitution , votée par le Grand-Conseil constituant , dans sa session de décembre 1847 et janvier 1848 , sera publiée dans toutes les communes du Canton , et les assemblées primaires seront convoquées pour le 16 janvier courant , à une heure de l'après-midi.

ART. 2. Sont admis à voter , même hors de leur domicile , tous les citoyens valaisans qui , à teneur des lois , jouissent du libre exercice de leurs droits politiques.

ART. 3. Nul ne peut voter dans deux communes.

ART. 4. Au jour et à l'heure indiqués , l'assemblée procédera à la formation du bureau ; celui-ci sera

composé d'un président, d'un secrétaire et de deux scrutateurs.

Le président de la commune est de droit président du bureau.

Le secrétaire sera désigné par le représentant du gouvernement près de chaque dixain.

Les scrutateurs seront nommés de vive voix par l'assemblée primaire.

Dans les communes qui comptent 500 votants et plus, et où la population n'est pas agglomérée, les assemblées primaires peuvent voter par sections.

ART. 5. Le bureau sera placé à l'écart, sous les yeux de l'assemblée.

ART. 6. Le bureau ainsi établi, chaque citoyen sera appelé à émettre son vote, sur l'acceptation ou le rejet de la Constitution par *oui* ou par *non*.

ART. 7. Le procès-verbal mentionnera le nombre des acceptans et celui des rejetans ; il sera signé par tous les membres du bureau.

ART. 8. Il sera envoyé, dans les 24 heures qui suivront la votation, au représentant du gouvernement ; celui-ci le transmettra, dans le même terme, au pouvoir exécutif.

ART. 9. Le gouvernement procédera au dépouillement et en rendra compte au Grand-Conseil, qui se réunira le 20 janvier courant.



ART. 10. Si la majorité des citoyens qui auront émis leur vote, accepte la Constitution projetée, le Grand-Conseil la déclarera loi fondamentale de l'Etat.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 11 janvier 1848.

*Le Président du Grand-Conseil :*

P. TORRENT.

*Les Secrétaires :*

L. RIBORDY. — A. ALLET,

---

## ARRÊTÉ,

du 12 janvier 1848,

qui rétablit le cours des tribunaux.

---

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS,

Vu l'arrêté du 22 octobre dernier, qui suspend le cours des tribunaux ;

Considérant que la tranquillité du pays et la reconstitution des pouvoirs publics permettent la révocation de cette mesure ;

ARRÊTE :

ART. 1. L'arrêté du 22 octobre dernier est rapporté. Son effet cessera le 30 janvier courant.

ART. 2. Dès le dit jour, la justice reprendra son cours ; les termes probatoires , ceux d'appel et tous les délais de procédure continueront à courir.

ART. 3. Le Conseil d'Etat fixera le jour de la réunion du tribunal d'appel.

Donné à Sion , le 12 janvier 1848 , pour être publié et affiché le 16 du même mois,

Le Président du Gouvernement provisoire  
absent ,

*Le Vice-Président ,*

C. DUFOUR.

*Le Secrétaire :*

DE BONS.



## AVIS OFFICIEL,

du 21 janvier 1848,

déclarant exécutoire la Constitution du 10 janvier  
1848.

---

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS

*Rend notoire :*

Que le Grand-Conseil a , dans sa séance du 20 janvier courant , reconnu que la Constitution du 10 janvier 1848 a été acceptée par l'immense majorité des citoyens valaisans qui ont pris part à la votation.

En conséquence la Constitution du 10 janvier 1848 a été déclarée loi fondamentale de l'Etat.

Donné à Sion , le 21 janvier 1848 , pour être publié et affiché dans toutes les communes du Canton.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

En son absence ,

*Le Vice-Président :*

C. DUFOUR.

*Le Secrétaire :*

DE BONS.

---

## ARRÊTÉ,

du 26 janvier 1848,

sur les élections communales de Bagnes.

---

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DU CANTON DU VALAIS,

Voulant régulariser les opérations électorales dans la commune de Bagnes, qui doivent avoir lieu conformément au décret du 25 janvier courant ;

Vu l'art. 55 de la constitution portant, à la fin, *que dans les communes qui comptent 800 votants et plus, chaque section nommera ses conseillers sans le concours des autres sections,*

ARRÊTE :

ART. 1<sup>er</sup>. Les sections du Chables, Bruzon, Villette, Versegères et Verbier pourront nommer chacune deux conseillers ; les sections de Lurtier, Champsec, Cotterg, Medières, Montagnier et Sarreyer, un conseiller.

ART. 2. Pour former le nombre impair dans le conseil, aux termes de la loi, il sera nommé un conseiller en sus, à prendre successivement dans les sec-

tions. La première nomination appartiendra à la section la plus populeuse et ainsi de suite.

Il sera procédé à ces nominations le 2 février prochain.

ART. 3. Les bureaux seront composés d'un président, nommé par le préfet dans ou hors de la section, d'un secrétaire et de deux scrutateurs nommés par l'assemblée du village.

ART. 4. Il sera procédé à la nomination du juge de la commune le 3 février dit. Cette nomination pourra aussi se faire par section, mais avec supputation comme celle du président et du vice-président de la commune.

ART. 5. Il sera établi un bureau central pour opérer le dépouillement des onze scrutins et faire la supputation générale des suffrages.

ART. 6. Le bureau central est composé d'un président nommé par le préfet, d'un secrétaire et de deux scrutateurs nommés par le conseil provisoire dans ou hors de son sein.

ART. 7. Il sera donné connaissance, le lendemain de chaque votation, à l'assemblée des sections, du résultat de la votation de toute la commune.

S'il n'y a pas de majorité, il sera procédé à une seconde votation, et ainsi de suite, conformément à la loi.

ART. 8. La nomination du châtelain faite, il sera procédé de la même manière à la nomination du juge substitut.

ART. 9. Ces nominations terminées, l'on procédera au choix du président et du vice-président de la commune, qui seront pris dans le sein du conseil municipal.

Si les opérations électorales ne sont pas achevées pour le dimanche 6 février prochain, il y sera procédé le dit jour, desuite après les offices divins, au chef-lieu de la commune, de la même manière et avec le même nombre de bureaux établis pour les sections.

ART. 10. La votation close, les scrutins, certifiés par les quatre membres du bureau, seront chaque fois transmis sans retard au président de la commune pour que le dépouillement et la publication puissent s'en faire en temps opportun.

Ainsi arrêté à Sion, le 26 janvier 1848.

*Le Président du Gouvernement provisoire :*

En son absence,

*Le Vice-Président :*

C. DUFOUR.

*Le Secrétaire :*

DE BONS.



## DÉCRET,

du 29 janvier 1848.

régularisant les effets du décret du 11 janvier 1848:

---

LE GRAND-CONSEIL DU CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du gouvernement provisoire ;

En exécution du décret du 11 janvier 1848 ; qui  
décrète en principe :

*La réunion au domaine de l'Etat des biens meubles et immeubles dont jouissent le Rme. Evêque de Sion, le vénérable chapitre et les recteurs de la cathédrale, le séminaire et les couvents et corporations religieuses existant dans le Canton, à charge, par l'Etat, de rétribuer convenablement les membres du clergé ci-dessus désignés, de supporter les charges du culte qui pèsent actuellement sur eux et de pourvoir à l'hospitalité du St.-Bernard et du Simplon.*

*L'excédant de ces biens sera employé à l'amortissement de la dette publique.*

Vu l'urgence de donner aux principes ci-dessus décrétés tout le développement qu'une aussi importante matière comporte ;

Vu pareillement la nécessité de régler ce qui a trait aux bénéfices paroissiaux dont la collature ou la repourvue appartenait ci-devant aux couvents de Saint-Maurice et du St-Bernard ;

DÉCRÈTE :

ART. 1<sup>er</sup>. Le R<sup>me</sup> Evêque de Sion pourvoit aux bénéfices dont la collature ou la repourvue a appartenu jusqu'à ce jour à la maison du St-Bernard et à l'abbaye ou à l'abbé de St-Maurice, sur une quadruple présentation faite par le pouvoir exécutif et l'autorité municipale de la commune, dans laquelle cette paroisse est comprise.

Si l'Evêque n'accepte pas le droit de collature ou de repourvue ci-dessus mentionné, dans le terme d'un mois, dès la communication qui lui sera faite, ce droit est dévolu à l'Etat.

ART. 2. Le R<sup>me</sup> Evêque de Sion, dont la nomination appartient au Grand-Conseil, perçoit annuellement un traitement de 6000 francs de Suisse, plus 1000 francs pour ses secrétaires et aumôniers.

ART. 3. Le vénérable chapitre de Sion est rétribué comme suit :

Le grand-doyen perçoit un traitement de	fr. 1,300
Le doyen de Valère . . . . . »	1,200
Le grand-sacristain . . . . . »	1,100
Le grand-chantre . . . . . »	1,000
Les huit autres chanoines, chacun . . . »	900



ART. 4. Les rectorats, dépendant de la cathédrale ou du chapitre, sont supprimés; le vénérable chapitre est tenu de suppléer lui-même aux charges qui pèsent sur ces rectorats, sauf toutefois les charges que peut exiger une augmentation de personnel pour le service du culte de la ville de Sion, lequel sera réglé entre l'Etat, le vénérable chapitre et l'administration de la ville.

Toutefois les recteurs actuels, auxquels il ne pourrait autrement être procuré un honorable entretien, percevront un traitement équivalent au produit net de leur bénéfice actuel.

ART. 5. Indépendamment du traitement ci-dessus, l'Evêque et le chapitre ont la jouissance des édifices servant à leur résidence, à charge des réparations locatives et de l'entretien ordinaire. Le casuel obligatoire, dont jouissent le R<sup>me</sup> Evêque et le chapitre, sera employé à l'entretien des édifices publics destinés au culte et du culte lui-même dont ils étaient chargés jusqu'à ce jour; en cas d'insuffisance, l'Etat y pourvoira.

ART. 6. Il sera prélevé des créances provenant de la liquidation de la fortune du haut clergé, pour former un capital dont l'intérêt au 4 % sera égal au traitement mentionné aux articles 2 et 3.

Sans préjudice de l'administration, appartenant à l'Etat, ces titres de créances seront confiés, en dépôt, à la bourgeoisie de Sion, qui ne pourra s'en dessaisir sans un ordre du Grand-Conseil.

Ces valeurs ne peuvent recevoir une autre destination que celle désignée aux articles 2 et 3.

ART. 7. Les intérêts ou baux, échus au 31 décembre 1847, des biens meubles ou immeubles de l'évêché, du chapitre des chanoines et recteurs, sont la propriété des titulaires qui jouissent du bénéfice du présent décret, dès la même date.

ART. 8. L'Etat se charge de faire opérer, sans retenue, les rentrées des intérêts, tant échus qu'à échoir.

Le traitement sera payé par semestre.

*Hospices du St-Bernard et du Simplon.*

ART. 9. Les établissemens hospitaliers du St-Bernard, du Simplon et l'ordre religieux qui les dessert, sont maintenus sur le pied actuel.

Toutefois les administrations de ces maisons sont tenues d'exhiber l'état détaillé de leur fortune et de la gestion des dix dernières années, avec titres originaux à l'appui. L'excédant du revenu sera d'abord employé au paiement de la dette publique, et ensuite à l'amélioration de l'instruction publique.

ART. 10. Les administrations de ces maisons devront rendre annuellement compte de leur gestion, qui, à ce défaut, pourra leur être retirée.

ART. 11. Les valeurs que ces maisons possèdent à l'étranger, seront, autant que possible, placées en

Valais, dès qu'un système hypothécaire y aura été établi.

ART. 12. Si les administrations du St-Bernard et du Simplon ne se soumettent pas aux prescriptions des articles 9 et 10, l'Etat avisera aux moyens de faire exercer l'hospitalité par d'autres religieux, en remplacement de ceux à qui elle est actuellement confiée.

Dans ce cas, les avoirs de ces maisons seront soumis à une administration spéciale et particulière, pour chacune d'elle, chargée de veiller à leur conservation pour garantir à perpétuité l'hospitalité.

ART. 13. Si dans les huit jours qui suivront la promulgation du présent décret, la maison du Grand-St-Bernard ne s'est conformée à l'article 9, et n'a conséquemment procuré au Gouvernement les moyens de connaître l'excédant de la fortune de cette maison, sur lequel il peut être prélevé pour aider l'Etat dans l'acquittement de la dette publique, cet excédant est présumé, et le pouvoir exécutif utilisera tous les avoirs que cette maison possède au canton de Vaud et une part égale sur ceux qu'elle possède en Valais, sans préjudice aux dispositions des articles qui précèdent.

*Abbaye de St-Maurice.*

ART. 14. L'abbaye de St-Maurice est maintenue sur les bases qui suivent :

ART. 15. Les titulaires actuels, le Rme. abbé ex-

cepté, sont mis à la disposition de l'évêque de Sion ou de l'Etat, pour desservir des bénéfices paroissiaux.

Ils pourront aussi être employés à l'instruction publique.

Dans l'un et l'autre cas, le consentement du R<sup>me</sup> abbé est réservé. En cas de dissidence, le Grand-Conseil en décide.

ART. 16. Les membres de la corporation auxquels il ne sera point procuré de bénéfices ou emplois convenables, et le R<sup>me</sup> abbé, continueront à vivre en communauté. Un entretien honorable leur est assuré par l'Etat, ainsi qu'aux curés et professeurs de l'abbaye qui résigneraient leurs fonctions par suite de vieillesse ou d'infirmités.

ART. 17. Le nombre des membres de cette corporation sera réduit à douze, et maintenu sur ce pied à l'avenir. Ils pourront être employés à desservir un établissement d'instruction publique que l'Etat fondera dans les édifices de l'abbaye de St-Maurice.

ART. 18. Indépendamment de la jouissance des bâtimens de l'abbaye et de son enclos, qui leur sera réservée, une somme de 180,000 francs en capitaux, au 4 %, qui sera prélevée sur la liquidation de la fortune de cette abbaye, est affectée pour subvenir aux charges mentionnées aux articles qui précèdent.

ART. 19. Sans préjudice de l'administration qui

appartient à l'Etat, ces titres sont confiés en dépôt à la bourgeoisie de St-Maurice, qui ne pourra s'en dessaisir sans un ordre du Grand-Conseil.

Ces valeurs ne peuvent recevoir une autre destination que celle désignée aux art. 16, 17 et 18.

ART. 20. Les dispositions en faveur de l'abbaye de St-Maurice ne sortiront d'effet qu'autant que l'administration de cette maison fournira un état détaillé de sa fortune et de la gestion des dix dernières années.

En cas de soustraction ou de refus de se soumettre aux art. 15 et 17, dans le terme de quinze jours, dès la requisition, l'abbaye pourra être supprimée.

#### *Couvents de Brigue et de Collombey.*

ART. 21. Le couvent des dames religieuses de Brigue est maintenu, en vue des services qu'il peut rendre à l'humanité et à l'instruction publique.

Le nombre des religieuses sera réduit à dix.

ART. 22. La réception des novices est interdite au couvent de Collombey; les dames religieuses de cette maison continueront à y vivre en communauté. L'Etat leur assure une honorable existence.

ART. 23. Dès que la réduction du nombre des religieuses ou les circonstances le permettront, le couvent et ses dépendances seront destinés à un objet d'utilité publique. A cet effet, il sera prélevé dans la li-

quidation de la fortune de cette maison des capitaux au 4 %, jusqu'à concurrence de la somme de 75,000 fr.

Les titres en seront confiés en dépôt à la bourgeoisie de Monthey, qui ne pourra s'en dessaisir sans un ordre du Grand-Conseil.

Ces valeurs ne peuvent recevoir une autre destination que celle désignée au présent article et au précédent.

*Couvents des Capucins de Sion et de St-Maurice.*

ART. 24. Ces couvents sont conservés sur le pied et mode actuels. L'Etat leur laisse la jouissance des avoirs dont ils ont joui jusqu'à ce jour.

ART. 25. La conservation des Capucins a lieu sous la réserve expresse que les membres de ces corporations pourront être employés, par l'évêque ou l'Etat, pour desservir le culte ou pour l'instruction publique. Tout refus de se soumettre à cette clause entraînera la suppression des couvents.

ART. 26. L'existence en Valais de tout couvent ou corporation religieuse autre que ceux mentionnés ci-dessus est interdite.

Toutefois le pouvoir exécutif, après enquête sur la position que peut avoir faite en Valais le haut clergé à quelques dames étrangères de l'ordre de St. Joseph, pourra aviser aux moyens de leur assurer une honorable existence, sauf recours contre ceux qui les ont introduites contrairement aux lois.

ART. 27. L'Etat supportera les frais du séminaire , mais ils ne pourront pour le moment dépasser les rentes actuelles de cet établissement , dont la partie matérielle sera réglée de concert entre l'évêque et l'Etat.

ART. 28. La fortune mobilière et immobilière formant les bénéfices paroissiaux , dont la collature ou la repourvue a appartenu, jusqu'à ce jour, à la maison du St-Bernard et à l'abbaye ou à l'abbé de St-Maurice, est déclarée et reconnue propriété des communes dans lesquelles ces paroisses sont comprises.

ART. 29. Ces communes devront remplacer le système actuel de traitement de leurs ecclésiastiques par une rente pécuniaire annuelle et de manière à faire cesser totalement les redevances féodales et à diminuer autant que possible le casuel obligatoire. Le tout sous la responsabilité et la garantie des communes et la surveillance de l'Etat.

ART. 30. L'Etat interviendra dans la liquidation de la fortune de ces bénéfices et veillera à ce que les capitaux qui remplaceront les ruraux soient placés d'une manière sûre et convenable. — Des biens communaux libres seront, dans tous les cas, affectés en hypothèque pour garantir l'entretien des desservans jusqu'à concurrence d'un montant égal au capital dont ils percevront les intérêts.

ART. 31. Le nombre des desservans dans chaque commune, leur traitement et tout ce qui s'y rapporte ,

sont réglés par la commune et le R<sup>me</sup> évêque. En cas de dissidence, le Grand-Conseil prononce.

ART. 32. Si la liquidation des bénéfices paroissiaux, mentionnés à l'art. 1, offre un excédant, toutes charges déduites, sur le capital nécessaire à l'entretien des desservans, cet excédant sera joint aux fonds d'école ; toutefois, pendant dix ans, la moitié de l'intérêt de cet excédant sera dévolu à l'Etat, pour être employé à l'amortissement de la dette publique.

ART. 33. Tous les biens du clergé sont placés sous la haute surveillance de l'Etat et au besoin régis par lui.

ART. 34. Le pouvoir exécutif est autorisé à utiliser, de la manière qu'il jugera la plus profitable, pour le paiement de la dette publique, les immeubles joints au domaine de l'Etat, par le décret du 11 courant, et auxquels le présent ne donne pas une destination spéciale.

ART. 35. Au moyen des facilités que le présent décret et celui du 11 courant procureront à l'Etat, pour la liquidation de la dette publique, les valeurs, exigées à titre de contributions sur divers laïques, par décret du 9 décembre 1847, article 2, et sur le clergé séculier, par arrêté du 24 décembre dit, et qui auront été payées en tout, ou en partie du consentement du Gouvernement, seront envisagées comme *prêt* ; il leur



sera tenu compte, sans intérêt, et en créances, sur l'Etat, des valeurs par eux avancées, dans un terme que le Grand-Conseil fixera et dans la fixation duquel il sera tenu compte du plus ou moins d'empressement qu'ils auront mis à venir au secours de l'Etat.

ART. 36. Ceux qui ne se seront pas acquittés de l'imposition mise à leur charge, y seront, sauf impossibilité absolue, contraints par voie de saisie administrative sur leurs avoirs et le rembour, comme il est dit à l'article précédent, ne s'opèrera que dans un terme beaucoup plus éloigné, et que le Grand-Conseil fixera pareillement.

ART. 37. La nécessité d'une stricte et rigoureuse exécution de toutes les dispositions du présent décret, qui n'ont trait qu'à la question matérielle du paiement de la dette publique avec l'excédant des biens du clergé, est laissée à l'appréciation du pouvoir exécutif, si le vénérable clergé proposait, pour l'amortissement de la dette publique, des moyens plus propres que ceux prévus au présent.

Pour se bénéficier de cette disposition, le vénérable clergé devra déclarer, dans quinze jours dès la promulgation du présent, quelles sont les propositions qu'il aurait à faire ; s'il s'abstient ou fait des propositions jugées inacceptables par le pouvoir exécutif, il ne sera plus admis à en faire.

Ainsi décrété en Grand-Conseil, à Sion, le 29 janvier 1848.

*Le Président du Grand-Conseil,*

**P. TORRENT.**

*Les Secrétaires :*

**L. RIBORDY. — A. ALLET,**

---

## **LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS**

**ARRÊTE :**

Le présent décret sera exécutoire dès la promulgation qui aura lieu le 6 février prochain.

Donné en Conseil d'Etat, à Sion, le 31 janvier 1848.

*Le Président du Conseil d'Etat :*

En son absence,

*Le Vice-Président :*

**F.-G. ZEN-RUFFINEN.**

*Le Secrétaire d'Etat :*

**DE BONS.**

---



